

Déficit commercial : Pourquoi la France est-elle à la traîne dans le domaine du commerce extérieur ?

Jean-Loup Delmas, *20minutes.fr*, 8 février 2022

<https://www.20minutes.fr/economie/3231879-20220208-deficit-commercial-pourquoi-france-traîne-domaine-commerce-exterieur>

« En 2021, l'économie française restait sur une croissance historique à 7 %, record depuis 52 ans, et la promesse de lendemains qui chantent. Mais ce beau bilan est désormais terni par un nouveau record ce mardi, bien plus négatif sur l'année écoulée. 2021 a été marquée par un déficit commercial jamais vu en France, à 84,7 milliards d'euros, pulvérisant le chiffre de 2011, 75 milliards. L'économie française a beau rouler des mécaniques, son commerce extérieur reste un point faible parti pour durer.

Certes, un tel déficit s'explique en partie par des raisons conjoncturelles propres à 2021. L'explosion de la fracture énergétique, avec la hausse du prix de ces matières, justifie en majorité ce record dans une France qui importe massivement de l'énergie, rassure l'économiste et spécialiste de la macroéconomie Stéphanie Villers. Autre motif "so 2021", la fameuse croissance à 7 %, entraînant une consommation totalement débridée et donc une flambée des importations pour satisfaire des Français bien dépensiers. Ainsi, selon les chiffres des douanes, les importations ont grimpé de + 18,8 % par rapport à 2020.

Qualité moyenne, prix élevé

Ces raisons spécifiques ne peuvent néanmoins faire oublier les difficultés de la France en matière d'exportation. Preuve en est, "hormis 2021, le déficit commercial s'établit à 65 milliards d'euros en moyenne chaque année depuis dix ans", rappelle Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste au Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE) et spécialiste du commerce international. Dans une note du 7 décembre, le Haut-Commissariat au Plan note que "les exportations françaises ont progressé de 54 % entre 2001 et 2019, quand la hausse était de 76 % en Italie, 108 % en Allemagne et 133 % en Espagne". Grand écart, explication simple : la grande majorité des produits français ne sont pas compétitifs à l'étranger, en raison d'un mauvais positionnement.

"La France fait du moyen de gamme, mais à coût élevé. Du coup, les autres pays préfèrent soit acheter un produit moins cher, soit un produit de plus haut de gamme", pointe Stéphanie Villers. Pour illustrer la problématique, Anne-Sophie Alsif schématise avec le marché automobile : si vous souhaitez une voiture à faible coût, vous vous tournerez vers une automobile asiatique. Si vous voulez une voiture classe, vous prendrez une Allemande. Dans les deux cas, la voiture française est délaissée. "La France ne peut pas lutter contre les prix du marché asiatique, elle doit donc se pencher vers des produits haut de gamme, là où le coût n'a aucune importance. On achètera le produit pour sa qualité, qu'importe son prix, comme les BMW", insiste la directrice.

Viser plus haut

Sur les rares marchés haut de gamme qu'elle couvre, la France maîtrise son sujet et ses exportations : le luxe, la chimie, l'agroalimentaire ou la pharmacologie, liste Anne-Sophie Alsif, avant ce pointer le problème : "Oui, la France a un savoir-faire et une expertise dans des produits de qualité et apportant une plus-value. Le problème, c'est que son panel d'haut de gamme est très réduit", à la différence notamment des Allemands.

Pour Stéphanie Villers, la France a fait le mauvais pari de chercher à être bonne partout sans chercher à exceller dans des domaines spécifiques. "La production européenne à faible valeur ajoutée, ça ne marche pas à l'internationale", pointe-t-elle.

La désindustrialisation de la France, le péché originel

La France paie également le fait d'avoir sacrifié son industrie. "Dans les années 1980, le pays a privilégié les métiers de service à ceux de l'industrie, afin de préserver l'emploi", se remémore Anne-Sophie Alsif. La justification à l'époque était que les métiers de service ne seraient pas menacés par des délocalisations vers des pays moins chers ou par la robotisation, au contraire des métiers de l'industrie, ce qui devait garantir la bonne forme du marché du travail.

Revers de la médaille : une désindustrialisation massive de la France, dont le pays n'a pu que constater les énormes défauts lors de cette crise sanitaire : manque de production locale, dépendance à l'étranger et baisse des exportations donc. Un problème pointé par le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, qui a déclaré ce mardi matin sur France Inter : "Il n'y a pas d'autres solutions pour rétablir la balance commerciale extérieure de la France que de réindustrialiser massivement, rapidement notre pays."

Réindustrialiser, oui, mais à quel prix ?

Le problème, c'est qu'on ne fait pas pousser des usines comme ça en France. "Réindustrialiser le pays et partir sur du haut de gamme, ça veut forcément dire de la robotisation et des méthodes de production autonomes qui mettront beaucoup d'emplois à faible valeur ajoutée au chômage", prévient Stéphanie Villers, qui évoque "un choix de société". Le haut de gamme nécessite lui aussi des emplois, mais cette fois très qualifiés, précise Anne-Sophie Alsif.

Quoi qu'il en soit, pour les deux expertes, il n'y a pas vraiment d'alternatives. "On a raté un train en 2000 autour du numérique, il vaudrait mieux éviter de louper cette fois le wagon des nouveaux moyens de production, comme l'impression 3D, par exemple", appuie Stéphanie Villers. "La France n'est pas nulle, n'a pas perdu son savoir-faire et sait toujours exceller, il faut juste qu'elle s'en donne les moyens", abonde la directrice du BIPE. Reste que le chantier à venir ne devrait pas fournir des résultats probants avant des années, poursuit Anne-Sophie Alsif : "On a beau être fort en France, on ne s'impose pas sur le haut de gamme en quelques mois." Preuve en est, malgré la réindustrialisation entamée du pays, en 2022, "le déficit commercial devrait s'accroître et pourrait atteindre la barre des 100 milliards d'euros", a estimé ce mardi Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas, interrogé par l'Agence française de presse. Le positivisme attendra. »

Exploitation pédagogique

1. Qu'est-ce que le déficit commercial ? À combien s'est-il établi pour la France en 2021 ?
2. Quelles sont les raisons conjoncturelles du déficit commercial enregistré en 2021 ?
3. Quelles sont les raisons structurelles du déficit commercial français ?
4. Sur quels marchés la France est-elle compétitive ?
5. Quelles sont les causes de la désindustrialisation française ? Quelles en sont les conséquences ?
6. Quelles sont les pistes pour réindustrialiser la France ?

Corrigé

1. Le déficit commercial correspond au solde négatif de la balance commerciale d'un pays. Dans cette situation, la valeur des importations du pays est supérieure à celle de ses exportations. En 2021, le déficit commercial de la France a atteint la somme record de 84,7 milliards d'euros.
2. En 2021, la hausse du prix des énergies, dont celui du pétrole et du gaz, massivement importés en France, a contribué à alourdir le déficit commercial français. Par ailleurs, la reprise de la consommation après les confinements de l'année 2020, a entraîné une forte augmentation des importations (+ 18,8 % par rapport à 2020).
3. Depuis dix ans, le déficit commercial français est supérieur à 65 milliards d'euros, ce qui suggère que la France est confrontée à des difficultés structurelles. Celles-ci résident dans le fait que les produits français ne sont pas suffisamment compétitifs à l'étranger, notamment à cause d'un mauvais positionnement, basé sur des produits moyen de gamme à coût élevé. De ce fait, les consommateurs des autres pays préfèrent des produits soit moins chers, soit plus chers (haut de gamme), ce qui est visible sur le marché de l'automobile par exemple.
4. La France est compétitive sur certains marchés haut de gamme comme le luxe, la chimie, l'agroalimentaire ou la pharmacologie. Néanmoins, comme le souligne Anne-Sophie Alsif, « le panel d'haute gamme est très réduit », notamment par comparaison avec les Allemands.
5. La désindustrialisation française s'explique en partie par une stratégie privilégiant les emplois de services, non délocalisables, aux emplois industriels, afin de contenir la hausse du chômage. Cependant, la désindustrialisation entraîne une dépendance vis-à-vis de l'étranger pour la fourniture de certains biens. Ce problème a été particulièrement visible lors de la crise sanitaire liée au Covid-19 (manque de masques, de respirateurs, etc.). Enfin, la désindustrialisation aggrave le déficit commercial, car des biens qui auparavant étaient produits sur le sol national sont désormais importés.
6. La réindustrialisation peut notamment passer par des investissements importants visant à robotiser les chaînes de production et à améliorer les méthodes de production, de manière à améliorer la compétitivité prix et hors-prix des entreprises sur les marchés internationaux. Néanmoins, cette stratégie risque de faire augmenter le niveau du chômage et pose la question de la reconversion de la main-d'œuvre à faible valeur ajoutée impactée par la robotisation des activités. Le haut de gamme nécessite en effet la plupart du temps une main-d'œuvre très qualifiée.